

aux élections partielles du collège auquel il vient d'accéder.

Les représentants des étudiants sont élus pour une durée d'un an. Ils sont rééligibles.

Les représentants du secteur économique et social sont nommés pour une durée de trois (3) ans. Ils sont reconductibles.

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, pour le premier et le deuxième tours du scrutin. Si cette majorité absolue n'est pas atteinte au premier et au second tours, le candidat ayant obtenu la majorité relative des suffrages exprimés au troisième tour est élu. Les élections sont organisées dans le courant du premier trimestre de l'année universitaire.

Art. 64 nouveau : L'âge de la retraite des professeurs, des maîtres de conférences et des maîtres-assistants est fixé à soixante (60) ans.

Toutefois, lorsque les nécessités de service l'exigent, le conseil des ministres peut autoriser, sur proposition du ou des ministres chargés de l'enseignement supérieur, après avis du conseil de l'université, la prorogation de la carrière des professeurs titulaires et des maîtres de conférences pour une durée maximale de cinq (5) ans.

L'âge de la retraite des assistants et enseignants détachés de l'enseignement supérieur est fixé à cinquante-cinq (55) ans. Les assistants qui atteignent l'âge de retraite dans les deux (2) ans qui suivent l'année d'adoption de la présente loi disposent de deux (2) ans pour s'inscrire sur une liste d'aptitude.

Art. 65 nouveau : A la qualité d'étudiant, toute personne inscrite sur le registre d'immatriculation lors de son admission à l'université qui accepte le règlement intérieur et signe un engagement d'accomplir effectivement toutes les obligations de la scolarité pour laquelle elle a été inscrite.

L'immatriculation donne à l'étudiant des droits et lui impose des devoirs.

Art. 68 nouveau : L'étudiant perd sa qualité d'étudiant de l'université dans laquelle il est inscrit dans les cas suivants :

- décès ;
- achèvement des études ;
- transfert dans une autre université ;
- interruption des études ;
- non respect de l'engagement signé ;
- radiation à la suite d'une sanction disciplinaire ;
- non accomplissement des exigences de la scolarité ;
- privation des droits civils par suite d'une décision judiciaire.

Art. 92 nouveau : Les modalités d'application des présents statuts sont fixées par décret en conseil des ministres.

En attendant la mise en place des organes prévus par la présente loi, le (les) ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition du recteur chancelier des universités, est habilité à prendre toutes les décisions utiles au bon fonctionnement des universités et de leurs composantes (facultés, instituts, écoles ou services centraux) et notamment à nommer leurs organes d'administration.

Art. 2 : L'article 91 est déplacé du titre IX au titre VIII de la loi n° 97-14 intitulé « DES CEREMONIES UNIVERSITAIRES ».

Art. 3 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 11 janvier 2000

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Eugène Koffi ADOBOLI

LOI N° 2000-003 du 11 janvier 2000 portant exonération des Droits et Taxes

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Dans le cadre de la prochaine tenue du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'Etat autorise, en exonération des droits et taxes, la construction et l'aménagement par les opérateurs économiques privés des villas sur le site Lomé 2, objet de l'arrêté N° 337/MUL/DGUH du 30 novembre 1999 portant approbation de lotissement "CITE OUA 2000" comprenant les lots N°s 1 à 101 et sur le site de la résidence du Bénin.

Art. 2 : Les matériaux, les équipements et les mobiliers utilisés pour l'assainissement, la viabilisation, la construction et l'aménagement des villas visées à l'article premier sont exonérés aussi bien à l'importation que lors des achats locaux, des droits et taxes suivants :

- Le Droit de Douane (DD)
- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Art. 3 : Les villas ainsi construites par les opérateurs économiques privés seront mises à la disposition de l'Etat. Elles seront rétrocédées aux opérateurs économiques trois (3) mois après la tenue du sommet.

Art. 4 : A la cession desdites villas les acquéreurs définitifs seront soumis au paiement de la TVA.

Art. 5 : Au cas où les villas, objet d'exonération, ne seraient pas terminées et disponibles pour le sommet de l'OUA, sauf cas de force majeure l'opérateur économique concerné sera tenu de verser sans délai les droits et taxes à l'Etat.

Art. 6 : Les modalités d'application de la présente loi seront précisées par décret en Conseil des ministres.

Art. 7 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 11 janvier 2000

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Eugène Koffi ADOBOLI

LOI N° 2000-004 du 11 janvier 2000 portant définition et répression de l'usure et fixation du taux d'intérêt légal.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1. DE L'USURE

Article premier : Constitue un prêt usuraire, tout prêt ou toute convention dissimulant un prêt d'argent consenti, en toute manière, à un taux effectif global excédant, à la date de sa stipulation, le taux de l'usure.

Le taux de l'usure est déterminé par le Conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Il est publié au Journal Officiel, ou dans un journal d'annonces légales, à l'initiative du ministre chargé des Finances.

Art. 2 : Le taux effectif global est librement débattu entre l'emprunteur et le prêteur sous réserve de respecter le plafond fixé à l'article 1 ; il doit être fixé par écrit.

Art. 3 : Le taux effectif global d'intérêt conventionnel est le taux d'intérêt calculé en tenant compte de l'amortissement de la créance et auquel s'ajoutent les frais, les rémunérations de toute nature, y compris ceux payés à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt.

Toutefois, n'entrent pas dans le calcul du taux effectif global d'intérêt les impôts et taxes payés à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du contrat.

Les méthodes de calcul du taux effectif global d'intérêt sont précisées par décret.

Art. 4 : Le taux plafond, tel que défini à l'article 1 et au-delà duquel le délit d'usure est constitué, peut être majoré, pour certaines catégories d'opération qui, en raison de leur nature, comportent des frais fixes élevés, de perceptions forfaitaires dont le montant sera fixé par le Conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine sur proposition de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Art. 5 : Les crédits accordés à l'occasion de ventes à tempérament sont, pour l'application du présent texte, assimilés à des prêts conventionnels et de ce fait soumis aux dispositions de l'article 1.

Art. 6 : En cas de prêt sur des denrées ou autres choses mobilières et dans les opérations de vente ou de troc à crédit, la valeur des choses remises ou le prix payé par le débiteur, en principal et accessoires, ne pourra excéder la valeur des choses reçues d'un montant supérieur à celui correspondant au taux d'intérêt maximum fixé à l'article 1.

TITRE 2. DE LA PREVENTION DE L'USURE

Art. 7 : Tous les actes de prêts d'argent, les actes de prêt de denrées ou autres choses mobilières doivent être soumis au visa du préfet ou du sous-préfet ou du maire de la commune ou de

leurs adjoints du domicile ou de la résidence de l'une des parties au contrat.

Toutefois, les banques et les établissements financiers agréés sont dispensés de soumettre à ce visa tous leurs actes se rattachant à leurs opérations professionnelles.

Les conditions d'obtention du visa requis dans le présent article feront l'objet d'un arrêté interministériel du ministre de l'Intérieur et du ministre chargé des Finances.

Art. 8 : Le visa a pour but de certifier que par-devant l'autorité compétente :

1. Les signatures des parties ont été échangées ;
2. Les espèces ont été comptées ;
3. La somme ainsi transférée correspond à celle mentionner le capital prêté, le taux d'intérêt et la durée du prêt.
4. Les quantités ou les nombres ont été reconnus.

La convention soumise au visa doit également mentionner le capital prêté, le taux d'intérêt et la durée du prêt.

TITRE 3. DES SANCTIONS POUR USURE

Art. 9 : Toute convention de prêt d'argent, sauf l'exception prévue à l'article 7 alinéa 2, toute convention de prêt de denrées ou autres choses mobilières non revêtue du visa prescrit est nulle de nullité relative.